

COMMUNIQUÉ

Pour donner des assises solides et durable à l'identité québécoise

LE DÉPUTÉ DANIEL TURP DÉPOSE UN PROJET DE CONSTITUTION QUÉBÉCOISE

Québec, le jeudi 18 octobre 2007 – Le député Daniel Turp a déposé à l'Assemblée nationale du Québec un nouveau projet de *Constitution québécoise* (Projet de loi n° 196). Ce projet comporte un énoncé des valeurs fondamentales du Québec, une série de dispositions concernant l'identité québécoise, notamment la création d'une citoyenneté québécoise et des articles relatifs au territoire national, au patrimoine naturel et culturel, à la langue officielle, à la capitale nationale ainsi qu'aux symboles nationaux et à la Fête nationale.

Le projet propose que soient enchâssés dans la *Constitution québécoise* des articles 1 à 48 de la *Charte des droits et libertés de la personne* et des articles 2 à 6 de la *Charte de la langue française* et l'insertion d'une clause visant à baliser l'obligation d'accommodement raisonnable et prévoyant que « [d]ans l'interprétation et l'application de ces articles il doit être tenu compte du patrimoine historique et des valeurs fondamentales du Québec, notamment de l'importance d'assurer la prédominance de la langue française, de protéger et promouvoir la culture québécoise, de garantir l'égalité des hommes et des femmes et de préserver la laïcité des institutions publiques. Le texte intégral du projet de Constitution québécoise est reproduit en annexe du présent communiqué.

La chef du Parti Québécois et députée de Charlevoix, madame Pauline Marois, a déposé quant à elle un projet de *Loi sur l'identité québécoise* (Projet de loi n° 195) qui vise à permettre à la nation québécoise d'exprimer son identité, notamment par l'élaboration d'une *Constitution québécoise*. Le projet de loi demande à l'Assemblée nationale de pouvoir à une telle élaboration et propose que soit instituée une Commission spéciale sur la *Constitution québécoise* composée de 16 députés et 16 personnalités de la société civile, selon le principe de la parité hommes-femmes.

Il donne mandat à celle-ci de rédiger un projet de *Constitution québécoise* la base du projet de *Constitution québécoise* présenté à l'Assemblée nationale le projet de loi n° 196 déposé par le député Turp et de formuler des recommandations sur le mode d'approbation de la *Constitution québécoise*. Le projet de loi n° 195 précise que la Commission entreprend ses travaux au plus tard six mois après l'entrée en vigueur de la loi, qu'elle tient une consultation générale et que, dans les deux ans à compter de son institution, elle remet un rapport final au président de l'Assemblée nationale.

« Aujourd'hui, avec ce projet de *Loi sur l'identité québécoise*, nous proposons de donner une assise pour que la nation québécoise s'affirme et s'épanouisse. C'est notre réponse au malaise qui habite les Québécois depuis quelque temps. C'est une façon raisonnable et résolue d'affirmer l'identité du Québec tout en respectant les minorités », a déclaré la chef du Parti Québécois Pauline Marois.

« Donner des fondations solides à notre identité nationale est nécessaire et essentiel pour un développement plus harmonieux du Québec. Le projet de *Constitution québécoise* que le Parti Québécois a déposé aujourd'hui va en ce sens », a déclaré le député de Mercier, Daniel Turp.

« Nous voulons par ailleurs qu'il soit clair que les deux lois qui ont été déposées aujourd'hui ne marquent pas l'abandon de notre désir de souveraineté. Nous sommes et demeurons convaincus que la souveraineté est ce qui peut arriver de mieux au Québec. Mais nous croyons profondément que ces deux lois posent une pierre importante pour le mieux-être collectif du peuple québécois et nous inscrivent dans la durée. C'est là notre plus profonde préoccupation », ont conclu la chef du Parti Québécois et le député de Mercier.

ANNEXE

Projet de loi n° 196

CONSTITUTION QUÉBÉCOISE

**Présenté par
M. Daniel Turp
Député de Mercier**

NOUS, PEUPLE DU QUÉBEC,

CONSIDÉRANT que les Québécois et les Québécoises forment une nation et que le Québec est une nation francophone ;

CONSIDÉRANT la présence au Québec des Premières Nations et de la nation inuite ;

CONSIDÉRANT l'existence de la communauté anglophone du Québec ;

CONSIDÉRANT l'apport des Québécois et des Québécoises de toute origine au développement du Québec ;

CONSIDÉRANT que le Québec possède des caractéristiques propres et témoigne d'une continuité historique enracinée dans son territoire sur lequel il exerce ses droits par l'entremise d'un État doté d'institutions démocratiques qui lui sont propres, notamment une Assemblée nationale, un gouvernement et des tribunaux impartiaux et indépendants ;

CONSIDÉRANT que le Québec a le droit inaliénable de choisir librement son régime politique et son statut juridique ;

CONSIDÉRANT que le Québec est fondé sur des assises constitutionnelles qu'il a enrichies au cours des ans par l'adoption de plusieurs lois fondamentales et qu'il appartient à la nation québécoise d'exprimer son identité par l'adoption d'une Constitution québécoise ;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

CHAPITRE I

DES VALEURS FONDAMENTALES

1. Le Québec est une société libre et démocratique.

Le Québec est un État de droit.

Le Québec est une terre où les personnes sont libres et égales en dignité et en droits.

Le Québec assure la promotion et la protection de la langue française et de la culture québécoise.

Le Québec contribue au maintien de la paix et de la sécurité internationale.

Le Québec favorise le progrès social, le développement économique et la diversité culturelle dans le monde.

Le Québec agit selon les principes du développement humain et du développement durable.

CHAPITRE II

DE LA CITOYENNETÉ QUÉBÉCOISE

2. Une citoyenneté québécoise est instituée. La qualité de citoyen ou de citoyenne est attribuée ou se perd selon les conditions déterminées par la loi.

CHAPITRE III

DU TERRITOIRE NATIONAL

3. Le Québec exerce ses compétences sur l'ensemble de son territoire.

Le territoire du Québec et ses frontières ne peuvent être modifiés qu'avec le consentement de l'Assemblée nationale du Québec.

Le gouvernement du Québec doit veiller au maintien et au respect de l'intégrité territoriale du Québec.

CHAPITRE IV

DU PATRIMOINE NATUREL ET CULTUREL

4. Le Québec préserve et met en valeur l'ensemble de son patrimoine naturel et culturel, notamment son patrimoine archéologique, architectural, archivistique, artistique, ethnologique, historique et religieux.

CHAPITRE V

DE LA CAPITALE NATIONALE

5. La capitale nationale du Québec est la Ville de Québec.

CHAPITRE VI

DE LA LANGUE OFFICIELLE

6. Le français est la langue officielle du Québec.

Les règles visant à assurer la prédominance de la langue officielle sont prévues par la loi.

CHAPITRE VII

DES SYMBOLES NATIONAUX ET DE LA FÊTE NATIONALE

7. Le drapeau du Québec est formé d'une croix blanche sur fond bleu accompagnée, dans chaque canton, d'une fleur de lys blanche ou, en termes héraldiques, d'azur à la croix d'argent cantonnée de quatre fleurs de lys du même.

L'arbre emblématique du Québec est le bouleau jaune. La fleur emblématique du Québec est l'iris versicolore. L'oiseau emblématique du Québec est le harfang des neiges.

La devise du Québec est « Je me souviens ».

Les armoiries du Québec utilisent un tiercé en fasce ; d'azur, à trois fleurs de lys d'or ; de gueules, à un léopard d'or, armé et lampassé d'azur ; d'or, à une branche d'érable à sucre à triple feuille de sinople, aux nervures du champ.

Le 24 juin est le jour de la fête nationale du Québec.

CHAPITRE VIII

DES DROITS ET LIBERTÉS AU QUÉBEC

8. Les articles 1 à 48 de la Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., chapitre C-12) et les articles 2 à 6 de la Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11) font partie intégrante de la présente Constitution.

Dans l'interprétation et l'application de ces articles, il doit être tenu compte du patrimoine historique et des valeurs fondamentales de la nation québécoise, notamment de l'importance d'assurer la prédominance de la langue française, de protéger et de promouvoir la culture québécoise, de garantir l'égalité entre les femmes et les hommes et de préserver la laïcité des institutions publiques.

CHAPITRE IX

DES COMPÉTENCES DU QUÉBEC

9. Le Québec est souverain dans les domaines de compétence qui sont les siens dans le cadre des lois et des conventions constitutionnelles.

Le Québec exerce la compétence sur les relations internationales dans toutes les matières qui ressortissent aux compétences prévues par le présent article.

CHAPITRE X

DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

10. L'Assemblée nationale adopte les lois et surveille l'action du gouvernement.

L'Assemblée nationale approuve les engagements internationaux importants du Québec.

L'Assemblée nationale se compose de 125 députés et députées. Ce nombre peut être modifié par la loi pour tenir compte de l'évolution démographique du Québec.

L'élection des députés et des députées se fait selon le mode de scrutin prévu par la loi.

Les modalités d'organisation et de fonctionnement de l'Assemblée nationale sont prévues par la loi.

CHAPITRE XI

DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

11. Le gouvernement est l'organe qui détermine et conduit la politique générale du Québec. Il assure l'exécution des lois et dispose, conformément à la loi, du pouvoir réglementaire.

Le gouvernement négocie les engagements internationaux et assure la représentation du Québec auprès des États et des institutions internationales.

Le Premier ministre ou la Première ministre dirige le gouvernement et préside le Conseil exécutif.

Les modalités d'organisation et de fonctionnement du gouvernement sont prévues par la loi.

CHAPITRE XII

DES TRIBUNAUX DU QUÉBEC

12. Les tribunaux du Québec sont indépendants et impartiaux. Les juges sont inamovibles et ne peuvent contre leur gré faire l'objet d'une mutation, d'une suspension ou d'un congédiement qu'en vertu d'une décision judiciaire et dans la seule forme et pour les seuls motifs prescrits par la loi.

Les modalités d'organisation et de fonctionnement des tribunaux du Québec sont prévues par la loi.

CHAPITRE XIII

DE LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION QUÉBÉCOISE

13. Tout projet de loi de révision de la présente Constitution peut être présenté par le Premier ministre ou la Première ministre ou par au moins 25 % des députés et des députées de l'Assemblée nationale.

Le projet de loi de révision doit obtenir une majorité des deux tiers des députés et députées de l'Assemblée nationale.

CHAPITRE XIV

DE LA SUPRÉMATIE DE LA CONSTITUTION QUÉBÉCOISE

14. Le droit et les conventions constitutionnelles applicables au Québec au moment de l'entrée en vigueur de la présente Constitution continuent de s'appliquer dans la mesure où leurs dispositions sont compatibles avec celle-ci et tant qu'elles ne sont pas modifiées conformément à la loi.

Les dispositions de la présente Constitution l'emportent sur toute règle du droit québécois qui leur est incompatible.

CHAPITRE XV

DISPOSITION FINALE

15. La présente loi entre en vigueur le *(indiquer ici la date de la sanction de la présente loi)*.